



ICP

UNIVERSITAS
CATHOLICA
PARISIENSIS

Que retenir de la présidence malaisienne de l'Asean ?

Avec désormais 11 membres, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a toujours l'ambition de jouer un rôle central en Asie du Sud-Est. La Malaisie, qui a exercé la présidence tournante de l'organisation en 2025, a profité de l'occasion pour se repositionner comme un acteur important dans la région et au-delà.

Par **Paco Milhiet**, *Visiting fellow* au sein de la Rajaratnam School of International Studies (NTU-Singapour), chercheur associé à l'Institut Catholique de Paris (ICP).

Cet article a été co-rédigé avec Colin Doridant, analyste des relations entre la France et l'Asie.



À LA UNE *Le premier ministre malaisien Anwar Ibrahim exhibe les documents signés relatifs à un accord sur les minéraux critiques*
THE CONVERSATION *Union bilatérale en marge du 47e sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) à Kuala Lumpur, le 26 octobre*
ynolds/AFP

Ancienne colonie britannique, la Malaisie est l'un des rares États d'Asie du Sud-Est à être passé d'une stratégie d'alliance à une posture de non-alignement sur la scène internationale. Indépendante depuis 1957, sa politique étrangère est restée, dans un premier temps, étroitement liée aux garanties de sécurité britanniques à travers l'*Anglo-Malayan Defence Agreement* (1957-1971), puis les *Five Power Defence Arrangements*, un pacte défensif non contraignant réunissant le Royaume-Uni, la Malaisie et Singapour, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le progressif retrait britannique, la reconnaissance de la République populaire de Chine (RPC) en 1974 ainsi que l'arrivée au pouvoir de Mahathir Mohamad – une figure politique majeure en Asie – ont posé les bases d'une politique étrangère plus autonome et tournée vers le continent asiatique.

En 2025, la Malaisie a cherché à exploiter sa présidence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean) pour affirmer son rôle sur la scène régionale et internationale. Une stratégie qui s'est révélée payante pour Kuala Lumpur, mais en demi-teinte pour l'Asean.

Une politique étrangère neutre mais proactive

Après avoir adhéré au mouvement des non-alignés en 1970 et réaffirmé son non-alignement dans son Livre Blanc de la défense de 2020, la Malaisie semble aujourd'hui poursuivre une politique étrangère d'équilibre stratégique dynamique entre Pékin et Washington, centrée autour de l'Asean dont elle a été l'un des cinq membres fondateurs en 1967 (l'organisation compte désormais 11 membres).

Si la Malaisie, publiquement, n'hésite pas à aller dans le sens de la RPC – comme l'a encore montré la visite d'État de Xi Jinping en avril –, elle a également fait du respect de sa souveraineté en mer de Chine méridionale une de ses priorités stratégiques face à Pékin.

Avec les États-Unis, la relation bilatérale est de plus en plus tendue – que ce soit à propos du conflit israélo-palestinien ou de la nomination du très controversé prochain ambassadeur des États-Unis en Malaisie. La coopération reste néanmoins résiliente, comme en témoigne la signature d'accords de défense et d'accès aux terres rares lors de la visite de Donald Trump en octobre 2025.

Dans les relations avec ses voisins, la Malaisie privilégie un pragmatisme discret en matière de gestion des litiges frontaliers, comme avec les Philippines sur l'État de Sabah ou avec l'Indonésie autour d'Ambalat en mer de Célèbes.

Vis-à-vis de Singapour, ancien membre de la fédération qui s'est détaché en 1965, les relations sont largement normalisées avec des initiatives comme l'ouverture prochaine du *Johor Bahru–Singapore Rapid Transit System* ou la formalisation en janvier 2025 de la *Johor-Singapore Special Economic Zone* qui illustrent une approche axée sur l'interdépendance économique, évitant les confrontations publiques.

La présidence de l'Asean 2025 : un succès politique pour Anwar Ibrahim et diplomatique pour la Malaisie

Dix ans après sa dernière présidence de l'Asean, la Malaisie reprenait en 2025 les rênes de l'organisation dans un climat interne et international bien différent de celui qui prévalait une décennie auparavant.

Premier ministre depuis novembre 2022, Anwar Ibrahim, ancien dauphin puis rival de Mahathir, assurait cette présidence de l'Asean, plateforme unique pour rétablir une position d'acteur régional clé. La présidence malaisienne de l'Asean s'est inscrite dans la continuité de sa politique étrangère, qui vise à promouvoir le multilatéralisme et faire de Kuala Lumpur une capitale diplomatique en Asie du Sud-Est. Une mission réussie, avec les visites de plus de 25 chefs d'État différents en Malaisie au cours de l'année 2025, dont celles de Recep Tayyip Erdoğan, de Xi Jinping, de Donald Trump ou encore l'organisation de la rencontre Rubio-Lavrov en juillet.

Autre facette de la diplomatie malaisienne en 2025 : une forte solidarité avec les peuples « opprimés », en particulier les Palestiniens, et une critique des « doubles standards » occidentaux. Les efforts d'Anwar pour concrétiser l'organisation du premier sommet « Asean-GCC-China » entre l'Asean, les six pays du Conseil de coopération du Golfe et la RPC, sont également à souligner. La Malaisie tente de se positionner comme un pont (*bridging linchpin vision*) entre les différentes régions et cultures, particulièrement entre le monde islamique, l'Occident, mais aussi le « Sud Global », le pays ayant obtenu le statut de partenaire des BRICS en 2024.

Une année 2025 où la Malaisie aura donc pu rayonner à l'international, à l'instar de son premier ministre qui prépare déjà les prochaines élections générales de février 2028.

Asean : des horizons incertains

Point d'orgue d'une année intense, le 47^e sommet de l'Asean, organisé concomitamment avec d'autres réunions (Partenariat économique régional global, Sommet de l'Asie orientale) et en présence de Donald Trump, fut historique par l'adhésion d'un onzième membre : le Timor-Leste.

Néanmoins, sur les plans économique et diplomatique, les résultats ont été mitigés. En effet, si le renforcement de l'*Asean Trade in Goods Agreement* (ATIGA) et de l'*Asean-China Free Trade Agreement* (ACFTA) ont marqué des avancées vers plus d'intégration régionale, des critiques ont surtout été formulées à l'encontre des accords bilatéraux de réduction des tarifs douaniers signés par la Malaisie et le Cambodge avec les États-Unis. Ces derniers contiendraient des « clauses empoisonnées » visant à renforcer le commerce avec les États-Unis et à limiter celui avec la RPC. Des accords-cadres similaires ont été signés avec le Vietnam et la Thaïlande. Ces dispositions symbolisent les difficultés de l'Asean à s'adapter à la diplomatie économique trumpienne, qualifiée par certains de « diplomatie du cowboy ».

Sur le plan régional, c'est principalement le réveil du conflit larvé entre la Thaïlande et le Cambodge en mai 2025 qui a pesé sur la présidence malaisienne de l'Asean. Malgré des efforts – plus sino-malaisiens qu'états-uniens – qui ont mené à la conclusion lors du sommet de l'Asean de « l'accord de paix de Kuala Lumpur » entre les deux belligérants en octobre, les hostilités ont repris dès le mois de novembre.

En s'ajoutant à l'échec d'avancées concrètes sur le dossier birman et de la mer de Chine méridionale, la confrontation entre Bangkok et Phnom Penh n'a fait que souligner l'incapacité de l'Asean à régler les conflits régionaux. Un rappel supplémentaire de la complexité de ces défis persistants et des limites des mécanismes dont dispose l'Asean pour y faire face.

Les prochaines présidences de l'Asean – les Philippines en 2026, qui ont annoncé qu'elles feraient du Code de conduite en mer de Chine méridionale leur priorité, et Singapour en 2027, année des 60 ans de l'organisation et du prochain Congrès national du Parti communiste chinois – sont d'ores et déjà toutes deux sous pression face à l'accumulation des crises en Asie du Sud-Est.

Ces dynamiques auront des ramifications géopolitiques qui dépassent le seul cadre régional et offrent à des acteurs extérieurs, la France par exemple, des opportunités de coopération et d'influence dans la région.

Les perspectives françaises

Dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie Indopacifique française, la Malaisie constitue aujourd'hui un partenaire important en Asie du Sud-Est.

Le pays accueille environ 300 filiales d'entreprises françaises représentant quelque 30 000 emplois. Mais c'est dans le domaine de la défense que la coopération s'est révélée la plus soutenue, la Malaisie s'imposant, dans la première décennie du XXI^e siècle, comme le principal partenaire de défense de la France en Asie du Sud-Est (aux côtés de Singapour), notamment à travers la vente de matériel militaire (sous-marins Scorpène, avions A400M, hélicoptères H225). La coopération militaire se poursuit actuellement, qu'il s'agisse des déploiements français (missions CLEMENCEAU 25 et PEGASE), de l'exercice terrestre conjoint MALFRENCH DAGGERT, ou encore des escales et exercices navals réguliers.

La relation connut une certaine accalmie, marquée par des périodes de tensions. Ainsi, en 2018, le retrait de l'huile de palme de la liste des biocarburants bénéficiant d'une exonération fiscale en France fut interprété par la Malaisie comme une interdiction déguisée d'importation, fragilisant un secteur stratégique.

La visite officielle à Paris d'Anwar Ibrahim en juillet 2025 semblait indiquer « la relance » de la relation bilatérale pour reprendre les mots du président Emmanuel Macron. Mais le discours d'Anwar à la Sorbonne pouvait toutefois être perçu comme un avertissement adressé aux Européens, les invitant à recalibrer leurs relations avec l'Asie du Sud-Est et à mieux appréhender les sensibilités d'une région qui « a l'habitude d'être décrite, mais beaucoup moins celle d'être écoutée ».

Il pourrait être intéressant pour la France de renforcer son soutien à la gestion des crises en Asie du Sud-Est, dans la dynamique de la nomination en 2024 d'un envoyé spécial pour la Birmanie en appui des efforts internationaux. En effet, le contentieux territorial entre la Thaïlande et le Cambodge trouve son origine dans le découpage territorial de l'Indochine française et des traités franco-siamois de 1904 et 1907. Or, la reprise du conflit coïncide avec l'organisation en 2026 du XX^e Sommet de la Francophonie qui se tiendra au Cambodge (la Thaïlande est également membre l'organisation avec le statut observateur) et auquel participera Emmanuel Macron.

Un déplacement français en Asie du Sud-Est qui ne devra pas, cette fois, oublier la Malaisie, comme le rappelait avec humour le premier ministre malaisien à son homologue français dans la cour de l'Élysée en juillet 2025 : « *Avant que vous n'atteigniez le Cambodge pour le Sommet de la Francophonie, vous n'aurez aucune excuse de ne pas visiter la Malaisie.* »

Cet article est republié à partir de The Conversation sous licence Creative Commons. Lire l'article original.

Publié le 7 janvier 2026 – Mis à jour le 7 janvier 2026

A lire aussi

À LA
UNE

THE
CONVERSATION

Tous les tags

